



Les prix des carburants vont être revus à la hausse. C'est ce qui ressort de sources généralement bien informées.

En effet, dans le cas spécifique des produits pétroliers, en particulier le carburant et le gaz domestique, il est prévisible que l'enveloppe souvent prévue par le gouvernement dans le cadre de la subvention aux produits pétroliers soit largement dépassée. Dès lors, les pouvoirs publics se retrouvent dans l'obligation de revoir les prix à la pompe à la hausse, comme le font depuis le début de la crise russo-ukrainienne, les pays importateurs et exportateurs de pétrole.

Les causes de l'augmentation

C'est donc le cœur meurtri que le gouvernement va se retrouver dans l'obligation de revoir les prix des carburants à la hausse. Le Cameroun, comme de nombreux pays, est victime d'un certain nombre de circonstances malheureuses.

D'abord, la pandémie à coronavirus qui a débouché sur le plan économique, sur une dérégulation des chaînes d'approvisionnement des marchés internationaux et un renchérissement inédit des prix des produits de grande consommation. Résultat des courses, le taux de l'inflation a explosé dans la quasi-totalité des pays du monde. L'Europe et l'Amérique du Nord sont d'ailleurs les premières touchées, elles qui étaient habituées à un taux d'inflation de 2%. En Turquie, l'inflation a atteint plus de 70%, la France, plus de 5%, la Côte d'Ivoire,

4,6% ; 27% au Ghana, 17% au Nigéria, près de 9% aux Usa, près de 8% en Allemagne...
Deuxième cause, la guerre russo-ukrainienne. Ces deux pays sont les principaux pourvoyeurs des céréales, des oléagineux, du gaz, du pétrole, dans les marchés internationaux. La Russie fournit 85 à 90 % du brut raffiné dans le monde . Ceci est venu corser une situation déjà délétère. Or, le Cameroun, avec un taux d'inflation de 4,6% au premier trimestre 2022, fait plutôt office de bon élève.

Subventionner, oui mais...

Malheureusement, les économies du monde sont interconnectées. Un « séisme » dans un pays x peut ébranler tous les autres. Néanmoins, si l'économie du Cameroun a pu tenir face au choc, c'est grâce aussi à la panoplie de mesures déployées par le gouvernement, notamment l'exonération des taxes fiscal-douanières à l'importation de la quasi-totalité des produits de grande consommation, la suspension du programme de l'évaluation de la conformité avant embarquement, l'abattement coût du fret à intégrer dans la valeur en douane, le soutien des prix des produits pétroliers et du gaz domestique dont le coût pour le trésor public s'étend au-delà de 100 milliards par mois ; des campagnes de vente directe aux consommateurs des produits de première nécessité...

C'est grâce à tout ceci que le Cameroun a su rester en dehors des pénuries régulières et autres hausses qui touchent d'autres pays.

Ce soutien multiforme va se poursuivre. Seulement, il va falloir des ajustements, sinon ce sont les grands projets initiés par le président de la République et indispensables pour le bien-être des populations qui seront impactés. Il faut soutenir oui, mais dans la limite de ce qui est économiquement possible, au regard de l'évolution défavorables des coûts de facteurs dont l'énergie, des instants, du transport maritime, des taxes à l'exportation imposées par les pays fournisseurs.

Ref: L' Avenir

-